Donald Trump et l'Orient compliqué

Jean-Pierre Filiu

▶ **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. Donald Trump et l'Orient compliqué. Politique internationale, 2017, 155. hal-03567601

HAL Id: hal-03567601

https://sciencespo.hal.science/hal-03567601

Submitted on 12 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

POLITIQUE INTERNATIONALE N° 155 - PRINTEMPS 2017

DONALD TRUMP ET L'ORIENT COMPLIQUÉ

Article deJean-Pierre FILIU

Le quarante-cinquième président des États-Unis apparaît, sur le Moyen-Orient comme sur les autres dossiers de politique étrangère, à la fois déroutant, imprévisible et insaisissable. Il a martelé durant son discours d'investiture sa détermination à promouvoir « l'Amérique avant tout » (America first). Regrettant que les États-Unis « aient défendu les frontières d'autres nations en refusant de défendre les leurs », il s'est engagé à « respecter les anciennes alliances, à en forger de nouvelles et à réformer le monde pour éradiquer le terrorisme islamique de la surface de la planète ».

Le Moyen-Orient n'est ainsi évoqué dans ce discours fondateur que par le biais du « terrorisme islamique ». Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington avaient amené George W. Bush à lancer une « guerre globale contre la terreur », elle-même prélude à l'invasion de l'Irak en mars 2003. Barack Obama s'était, au contraire, efforcé de dégager les États-Unis du bourbier moyen-oriental et de recentrer la lutte contre la seule Al-Qaïda. Ce qui l'avait incité, durant son second mandat, à longtemps minorer le danger inédit que représentait Daech (1) : il avait attendu la fin de l'été 2014 pour mobiliser une coalition internationale et s'était enferré dans le déni de la menace jihadiste sur le territoire américain, malgré des attentats répétés en 2015 et 2016 (2).

Trump, pour sa part, a prétendu joindre le geste à la parole en signant, dès le 27 janvier 2017, un décret présidentiel (executive order) au titre explicite : « Protéger la nation de l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis. » Les ressortissants de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et du Yémen étaient désormais proscrits. Or aucun acte terroriste sur le sol américain n'a jamais été perpétré par un citoyen d'un de ces sept pays qui, en revanche, avaient en commun d'être arabes pour six d'entre eux et d'être tous très majoritairement musulmans - d'où l'appellation de « Muslim Ban » bientôt accolée à cette décision à effet immédiat. Après plusieurs jours de confusion et de protestation dans les aéroports, le décret était invalidé par un juge fédéral. La Maison-Blanche a revu sa copie, avec un nouveau décret signé le 6 mars, qui exclut l'Irak, mais a été de nouveau contesté par la justice fédérale dès son entrée en vigueur.

Cet épisode peu concluant est à l'image d'une administration Trump dont les déclarations fracassantes se heurtent souvent à un troublant amateurisme dans leur suivi. Les quelques semaines écoulées ne peuvent ainsi préjuger des orientations durables des États-Unis au Moyen-Orient. On rappellera que le concept même de Middle East a été forgé en 1902 par un stratège américain, l'amiral Alfred Mahan, pour désigner la région jusqu'alors appelée « Orient » ou « Levant ». L'intersection en ce « milieu » de la route maritime de Suez et de la route terrestre des Indes faisait du contrôle du « Moyen-Orient », aux yeux de Mahan, la clef de la puissance mondiale (3).

Une telle analyse est significativement antérieure d'un demi-siècle à la fondation de l'État d'Israël et à l'exploitation massive du pétrole dans la zone, les deux raisons généralement avancées pour justifier l'engagement américain au Moyen-Orient. Mais Mahan avait établi, avec une clairvoyance prémonitoire, un lien intime entre le statut des États-Unis dans le monde et leur rang au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs au Moyen-Orient, et dans la foulée de la libération du Koweït, en février 1991, que George H. Bush jette les bases d'un « Nouvel ordre mondial » post-soviétique. Et c'est au Moyen-Orient, à la faveur de la crise syrienne, que Vladimir Poutine impose le retour de Moscou comme puissance incontournable.

Trump entre donc à la Maison-Blanche au moment où son slogan « l'Amérique avant tout » correspond à un recul effectif de l'influence américaine au Moyen-Orient. Sa décision de bombarder une base aérienne du régime Assad, dans la nuit du 6 au 7 avril 2017, vaut rupture avec la ligne de son prédécesseur, qui avait érigé en « doctrine » (4) le désengagement des États-Unis hors de cette région. Mais Trump se garde bien de proposer une « doctrine » alternative, continuant ainsi de recueillir l'aval de la plupart des équipes dirigeantes moyen-orientales - à l'exception majeure de l'Iran - quelles que soient les préventions des populations à son encontre. Un « état de grâce » aussi paradoxal pourrait néanmoins voler en éclats en cas de crise d'envergure.

« Doctrinaires », généraux et bureaucrates

Dans leurs analyses de l'équipe en place, les médias américains, secoués par des rapports d'une tension sans précédent avec le nouveau chef de l'État, soulignent l'opposition entre les « doctrinaires » et les « rationnels ». Steve Bannon occupe à l'évidence une position dominante au sein des premiers. Directeur de la campagne de Trump, il est aujourd'hui qualifié de « bras droit », voire d'« éminence grise » du président. Il n'a siégé que quelques semaines au Conseil national de sécurité, lui qui a quitté l'armée trente ans plus tôt avec le seul grade de lieutenant et qui n'a plus exercé depuis la moindre responsabilité publique. La paternité du « Muslim Ban » lui est généralement attribuée.

À la tête depuis 2012 de Breitbart News, le site d'information « alternatif » de la droite la plus dure, Bannon a développé une vision à la fois complotiste et apocalyptique du monde et de l'Histoire : l'Occident chrétien, qui a capitulé en 1453 lors de la chute de Constantinople, a tenu bon en sauvant Vienne en 1683 mais il subit à nouveau aujourd'hui les assauts d'un islam tout aussi conquérant. L'une de ses références favorites, partagée d'ailleurs avec l'extrême droite raciste et suprémaciste aux États-Unis, est Le Camp des Saints (5), un roman français d'anticipation, publié en 1973 par Jean Raspail, où il est question de vagues d'immigrés asiatiques submergeant la Côte d'Azur.

Bannon a recruté à la Maison-Blanche d'anciens contributeurs de Breitbart News, comme Sebastian Gorka ou Julia Hahn. Celle-ci a comparé, en 2015, les appels en faveur des réfugiés du pape François à la capitulation des autorités chrétiennes dans Le Camp des Saints. Quant à celui-là, après avoir travaillé au ministère hongrois de la Défense, il a soutenu une thèse de doctorat en science politique à l'université de Budapest sur le thème du « terrorisme transcendantal » dont Al-Qaïda serait l'expression. Il s'est ensuite spécialisé dans la dénonciation des racines « islamiques » de la violence jihadiste.

Trump épouse sans doute le mépris affiché par Bannon et ses affidés à l'encontre de l'« élite » fonctionnarisée de Washington. Il a ainsi promu comme ministre des Affaires étrangères (secrétaire d'État) Rex Tillerson, patron d'ExxonMobil depuis 2006, une société fortement implantée en Arabie saoudite, au Qatar et dans les Émirats arabes unis. Le président s'est aussi entouré de généraux à la retraite ou en activité, la seule catégorie de serviteurs de l'État qu'il semble sincèrement respecter. Son premier choix à la tête du Conseil de sécurité nationale s'est porté sur Michael Flynn, chef du renseignement militaire de 2012 à 2014, pour qui « le monde arabe doit venir à bout de cette idéologie politique qu'il appelle islam » (6).

Flynn est pourtant contraint à la démission, dès le 13 février 2017, à la suite des révélations - qu'il avait fermement démenties - sur ses contacts avec des officiels russes. Pour le remplacer, Trump envisage d'abord David Petraeus, ancien directeur de la CIA et ex-commandant des troupes américaines en Irak puis en Afghanistan. Mais Petraeus exigeait des garanties sur la constitution de son équipe (d'où un potentiel conflit avec Bannon). Trump a alors préféré se tourner vers le général d'active Herbert McMaster, qui s'est distingué sur le théâtre irakien aussi bien en 1991 qu'en 2004. Ce choix d'un théoricien de l'action militaire, peu rompu aux intrigues politiques, préserve l'influence des « doctrinaires » issus de Breitbart News.

Trump nomme à la Sécurité intérieure John Kelly et au Pentagone John Mattis, tous deux généraux des marines à la retraite. Il faut remonter à

1951 pour trouver un ancien militaire à la tête de la Défense aux États-Unis, une position traditionnellement confiée à un civil. Mattis, qui a mené l'offensive contre le bastion jihadiste de Fallouja, en Irak, en 2004, est réputé pour son franc-parler et sa méfiance envers l'Iran. Mais, tout adulé qu'il soit par ses anciens subordonnés, il n'a été capable de produire, dans le délai d'un mois que lui avait imparti Trump, qu'un plan « préliminaire » pour « vaincre » Daech. Ce document - apparemment une version mise à jour des orientations de l'administration précédente - n'a pas été rendu public (officiellement pour ne pas faire le jeu de l'« ennemi ») (7).

Un tel blocage résulte moins d'une défaillance bureaucratique que d'une contradiction persistante entre les « doctrinaires » de l'ultra-droite et les « rationnels » au glorieux passé militaire. Un aussi grave dysfonctionnement est particulièrement sensible au Département d'État, où la plupart des grandes directions et des dizaines d'ambassades restent vacantes deux mois après l'investiture de Trump. Cette paralysie de l'appareil diplomatique ne peut qu'affecter la gestion des différents dossiers moyen-orientaux par la nouvelle administration.

Un président paradoxalement consensuel

À la différence de l'Europe, où l'élection de Trump a provoqué chez les dirigeants des emballements et des préventions très contrastés, les équipes au pouvoir au Moyen-Orient, à l'exception du régime iranien, n'ont pas caché leur satisfaction après la victoire du candidat républicain. Il était assez frappant de voir Benjamin Netanyahou, Recep Tayyip Erdogan, Abdelfattah Sissi, Bachar al-Assad et le roi Salman d'Arabie s'accorder alors sur un tel sujet. Ce consensus paradoxal était à la mesure du rejet suscité par la politique d'Obama, soit parce qu'elle semblait favoriser les desseins régionaux de Téhéran, soit parce qu'elle était jugée trop critique vis-à-vis des débordements autoritaires.

Le chef de la diplomatie des Émirats arabes unis est allé jusqu'à justifier le « Muslim Ban », considérant qu'il relevait de la « souveraineté américaine » et qu'il était décrit à tort comme « dirigé contre une religion spécifique » (8). Des éléments des forces spéciales des Émirats ont par ailleurs épaulé les commandos américains des Navy Seals dans leur intervention au sol, le 29 janvier 2017, contre la branche yéménite d'Al-Qaïda (un militaire américain et une trentaine de personnes, dont de nombreux civils, ont été tués dans ce premier raid de l'administration Trump).

Cet engagement actif d'Abou Dhabi aux côtés de Washington s'explique, entre autres, par la crainte des Frères musulmans et par l'espoir de voir les États-Unis inscrire la confrérie islamiste sur la liste des organisations « terroristes ». Tillerson, lors de ses auditions de confirmation comme secrétaire d'État, a effectivement rangé les Frères musulmans et Al-Qaïda sous la même étiquette d'« islam radical ». Une telle inscription est soutenue au Congrès par le sénateur Ted Cruz (9), rival malheureux de Trump dans la course à l'investiture républicaine.

Le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite n'a pas non plus ménagé ses éloges envers Trump, « un homme pragmatique », déterminé à « priver les organisations terroristes de toutes les facilités qu'elles peuvent exploiter » (10). Riyad a vivement apprécié le déploiement du destroyer USS Cole au large des côtes yéménites, en riposte à l'attaque d'une frégate saoudienne par les insurgés pro-iraniens au pouvoir à Sanaa (11). Il est vrai que les pétromonarchies ont noué une relation de confiance avec Tillerson durant les dix années qu'il a passées à la tête d'ExxonMobil. Et elles se félicitent que l'administration Trump envisage d'étendre la qualification de « terroriste » à l'ensemble des Gardiens de la révolution d'Iran, pour l'heure limitée à la seule force Al-Qods, leurs troupes de choc.

La stigmatisation des Frères musulmans par les États-Unis ferait également l'affaire du régime égyptien. Soutenue à fonds perdus par les Émirats arabes unis, la dictature de l'ancien maréchal Sissi se sentirait naturellement confortée dans sa politique répressive menée depuis le coup d'État de juillet 2013. Elle accueille d'ores et déjà avec chaleur le silence ostensible de la nouvelle administration sur la question des droits de l'homme dans le monde arabe. Elle espère, en outre, un appui de Washington au protégé du Caire à Benghazi, le seigneur de la guerre Khalifa Haftar, que l'ONU et l'Union européenne ont jusqu'à présent exclu de leurs scénarios de « sortie de crise » en Libye.

Quant au président Erdogan de Turquie, il n'a jamais pardonné à Obama la tiédeur de sa réaction face à la tentative de putsch du 15 juillet 2016. Il continue de marteler ses accusations à l'encontre de son ancien mentor et allié, Fethullah Gülen (12), installé en Pennsylvanie depuis 1999, dont il exige l'extradition par les États-Unis - un développement fort peu probable. Le chef de la diplomatie turque a participé à la cérémonie d'intronisation de Trump, le 20 janvier 2017, multipliant les contacts avec la nouvelle administration. Ankara a également été encouragée par les déclarations du président américain en faveur d'une « zone de sécurité » en Syrie. Trump y voit un moyen de fixer les réfugiés au Moyen-Orient. Mais Erdogan attend surtout de Washington qu'il appuie son intervention directe en Syrie (13).

On est pourtant loin d'en être là. Bien au contraire, Erdogan constate avec dépit la poursuite de la coopération entre les forces spéciales américaines (14) et le Parti de l'Unité démocratique (PYD) (15), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont la guérilla en Turquie est combattue avec acharnement par les forces de sécurité. L'exportation de ce conflit sur le sol syrien aurait pu s'aggraver en cas d'offensive turque contre Manbij, ville syrienne tenue depuis l'été 2016 par le PYD/PKK. Mais les forces spéciales américaines s'y sont ostensiblement déployées pour dissuader toute avancée d'Ankara.

Cet imbroglio turco-kurde prouve bien la fragilité de l'« état de grâce » moyen-oriental de l'administration Trump. Pour l'heure, chaque dirigeant autoritaire, voire autocratique, se satisfait des tendances liberticides de la nouvelle « ploutocratie » américaine, selon l'expression de l'historien Robert Paxton (16). Comme sur le dossier syrien, Trump devra encore et encore arbitrer entre des options inconciliables, au risque très sérieux de s'aliéner les uns sans nécessairement se rallier les autres. L'héritage des deux mandats d'Obama pèsera alors plus lourd que ne semble le croire son successeur.

Les aléas de la rupture

Le legs calamiteux de George W. Bush au Moyen-Orient a largement déterminé, au moins durant son premier mandat, la politique d'Obama dans la région. Quant à Trump, qui s'est fixé comme objectif numéro un la lutte contre la terreur jihadiste, il va longtemps être bridé par les deux options suivies avec constance par son prédécesseur sur ce dossier : d'une part, la priorité accordée au théâtre irakien par rapport au territoire syrien dans la lutte contre Daech ; d'autre part, le choix des milices kurdes, affiliées au PKK, comme allié privilégié face à Daech en Syrie.

Trump, dont les liens avec la Russie n'ont pas fini d'alimenter la polémique, était spontanément favorable à un arrangement avec Poutine sur la Syrie. Mais c'est le maître du Kremlin qui l'en a privé en intensifiant, juste après l'élection américaine, l'offensive sur Alep-Est, tenu par les forces révolutionnaires depuis l'été 2012. La chute du plus important bastion de cette guérilla opposée à la fois à Bachar al-Assad et à Daech est intervenue dans les derniers jours de 2016. Poutine n'a donc pas attendu une éventuelle ouverture de Trump pour pousser son avantage sur le terrain.

Le nouveau président américain, ainsi pris à contre-pied, a assisté au ralliement de la Turquie à un cessez-le-feu coparrainé par la Russie et l'Iran. C'est sous l'égide de ces trois États que s'est déroulée à Astana, les 23 et 24 janvier 2017, une réunion ministérielle sur la Syrie, où les États-Unis n'étaient symboliquement représentés que par leur ambassadeur au Kazakhstan.

La marginalisation de la Maison-Blanche, sur un dossier où elle avait pourtant multiplié les ouvertures envers le Kremlin, a été confirmée au Conseil de sécurité de l'ONU par un double veto, russe et chinois, le 28 février. Le projet de résolution occidental prévoyait des sanctions contre Damas, après la révélation de nouvelles preuves sur l'utilisation des armes chimiques par le régime Assad. Nikki Haley, tout juste nommée ambassadrice des États-Unis à l'ONU (17), a exprimé son impuissance : « C'est un triste jour pour le Conseil de sécurité » (18).

Trump s'inscrit également dans le droit fil de son prédécesseur en renouvelant le soutien substantiel des États-Unis à la campagne de reconquête de Mossoul par le gouvernement irakien. Lancée en octobre 2016, cette offensive très laborieuse n'a « libéré » pour l'heure que la partie orientale de la deuxième ville d'Irak, alors que son secteur ouest, bien plus dense, reste largement aux mains de Daech. La progression loyaliste dans ces quartiers en mars 2017, certes plus rapide que prévue, s'opère au prix de centaines de victimes civiles. La victoire, qui s'annonce coûteuse en vies humaines et en moyens, est en outre hypothéquée par l'action des milices chiites qui sont ouvertement soutenues par des conseillers iraniens dans un environnement très majoritairement arabe et sunnite.

L'assistance directe des États-Unis aux milices kurdes de Syrie, liées elles-mêmes au PKK, renforce le sentiment d'aliénation et d'exclusion qui domine au sein de la population arabe et sunnite ; et cela, des deux côtés de la frontière syro-irakienne. Un tel déni fait naturellement le jeu de Daech, qui se pose en champion de ces exclus et continue d'animer, depuis la ville syrienne de Raqqa, une campagne terroriste à l'échelle internationale. Les différends évoqués plus haut entre la Turquie et le PYD/PKK neutralisent, par surcroît, toute offensive coordonnée sur Raqqa, solidement tenue par Daech.

Empêtré dans les choix d'Obama en Syrie et en Irak, Trump a décidé d'intensifier la campagne de son prédécesseur contre la branche locale d'Al-Qaïda, dite Al-Qaïda pour la péninsule arabique (AQPA). Il a ordonné, on l'a dit, moins de dix jours après son installation dans le Bureau ovale, une intervention sans précédent des commandos américains sur le territoire yéménite (19). Ce raid a été suivi d'une quarantaine de frappes aériennes, entre les 2 et 6 mars 2017, contre des cibles d'AQPA dans les provinces sudistes de Baïda, de Chabwa et d'Abyane. Cette escalade est à comparer à la trentaine de frappes américaines rapportées sur l'ensemble de l'année 2016.

Continuateur de fait de la politique d'Obama en Irak et au Yémen, Trump a pour l'heure respecté l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015, malgré tout le mal qu'il en a dit au cours de la campagne présidentielle. Et pour cause : il s'agit d'un accord multilatéral, dont les États-Unis ne sont que l'une des parties et qui resterait valable même s'ils venaient à s'en retirer. Les pétromonarchies sont prêtes à s'accommoder d'un tel accord en contrepartie d'une attitude plus agressive de Washington envers Téhéran. Mais Trump ne peut pas aller trop loin dans l'épreuve de force avec l'Iran, sous peine de représailles des partisans de la République islamique à l'encontre des forces américaines en Irak.

Le président américain, homme aux idées aussi simples que tranchées, est déjà apparu plusieurs fois désemparé par la complexité des enjeux moyen-orientaux. Mais jamais le basculement n'a été aussi spectaculaire que sur l'attitude à avoir envers le régime Assad. Le 30 mars 2017, aussi bien le secrétaire d'État Tillerson, en déplacement à Ankara, que l'ambassadrice américaine à l'ONU annoncent ne plus faire du départ du dictateur syrien un préalable politique, le combat contre Daech devant imposer une révision des « priorités » des États-Unis dans la région.

Ces ouvertures envers Damas sont cependant anéanties, le 4 avril 2017, avec le bombardement aérien par le régime Assad du bastion rebelle de Khan Cheikhoun. Le régime Assad a en effet employé du gaz sarin, en violation de l'accord de démantèlement de son arsenal chimique, conclu en septembre 2013, sous l'égide des chefs de la diplomatie américaine et russe. Le ministre israélien de la Défense accuse directement le président Assad. Face au risque d'enlisement des pourparlers au Conseil de sécurité de l'ONU, Trump se rallie à la proposition du Pentagone d'un « one-off », une frappe ponctuelle censée marquer la résolution des États-Unis sans pour autant ouvrir un risque d'escalade.

Dans la nuit du 6 au 7 avril 2017, 59 missiles de croisière sont tirés sur la base gouvernementale de Shayrat, d'où avaient décollé les avions à destination de Khan Cheikhoun. Les généraux américains ont prévenu leurs homologues russes de ce raid, dont les retombées matérielles sont dès lors très relatives (six militaires syriens tués et l'aéroport de Shayrat endommagé, mais toujours en état de marche). La marginalisation du Département d'État dans le processus de décision est évidente, avec le paradoxe au final d'une opération du Pentagone plus politique que militaire, mais dont l'absence de cadrage politique limite largement l'impact.

Un État ou deux États ?

S'agissant d'Israël, Trump a affirmé haut et fort sa volonté de tourner définitivement la page des relations heurtées entretenues par son prédécesseur avec le premier ministre Netanyahou. Rompant avec tous les usages de la transition entre deux administrations, son équipe s'est déchaînée contre la résolution 2234 du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamne la colonisation dans les territoires palestiniens occupés. Cette résolution a finalement été adoptée le 23 décembre 2016 grâce à l'abstention des États-Unis (les 14 autres membres du Conseil votant en sa faveur). Le candidat élu, qui avait appelé à un veto américain, en a rajouté dans les déclarations de soutien inconditionnel à Israël.

Trump a promu son gendre, Jared Kushner, fils d'un magnat de l'immobilier très proche de Netanyahou (20), à un poste de « conseiller spécial » chargé, entre autres, de la paix au Moyen-Orient. Le président ne manque pas de mettre en avant l'orthodoxie du judaïsme de Kushner (et la conversion d'Ivanka Trump à la foi de son mari) pour écarter tout soupçon d'antisémitisme (21). Les attributions élastiques d'un tel « conseiller spécial » ne peuvent en tout cas qu'affaiblir les « rationnels » de l'administration Trump et leur logique bureaucratique face aux « doctrinaires » menés par Bannon.

La coexistence d'Israël avec un État palestinien qui verrait le jour sur les territoires occupés depuis 1967 constitue la ligne officielle des États-Unis depuis qu'elle a été énoncée par George W. Bush en 2002. Mais la nouvelle administration ne cache pas les réserves que lui inspire le concept même de « Palestine ». Dès le 10 février 2017, les États-Unis s'opposent à la nomination par l'ONU, à la tête de sa mission en Libye, de Salam Fayyad, premier ministre de l'Autorité palestinienne de 2007 à 2013. Le fait que Fayyad, un ancien cadre de la Banque mondiale et du FMI, soit unanimement considéré comme pro-américain n'a pas suffi à lever une authentique objection de principe.

Selon les termes de l'ambassadrice Hailey : « L'ONU a trop longtemps entretenu un préjugé favorable à l'Autorité palestinienne, et cela au détriment de nos alliés en Israël. Dorénavant, les États-Unis montreront par leurs actes, et pas seulement par leurs discours, qu'ils soutiennent leurs alliés » (22). Cette rhétorique belliqueuse dissipe une fois pour toutes l'illusion d'une Amérique qui se comporterait en « honnête courtier » (honest broker) dans le conflit israélo-arabe. Le décor est planté pour la visite de Netanyahou à Washington, le 15 février 2017, à laquelle le président et son invité entendent conférer une dimension historique.

Au-delà des égards protocolaires appuyés, ce sont les déclarations de Trump qui marquent les esprits : « Je regarde (la solution des) deux États, (et la solution d') un État, et si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec ce qu'ils préfèrent. Les deux me vont. » Le premier ministre israélien se garde bien de se prononcer sur cette question qui divise son propre gouvernement. Mais il ne peut qu'apprécier la complaisance de son hôte envers la colonisation, Trump se bornant à recommander de « faire preuve de retenue pendant un moment » (23).

L'insoutenable légèreté d'un président américain capable de proférer de tels propos fera date dans les annales diplomatiques. En quelques minutes, il a mis à bas l'un des piliers de la diplomatie américaine, sans pour autant lui offrir d'alternative viable. Il laisse ouverte l'option entre un ou deux États sur le territoire de la Palestine mandataire et feint de se rallier à ce que les parties « préfèrent », après plus de deux décennies de laborieux « processus de paix » israélo-palestinien, marqué par la volonté de Washington d'exclure toute autre médiation que la sienne.

Contournant l'obstacle des droits palestiniens et de la colonisation israélienne, Trump rêve à haute voix d'un accord entre Israël et les pétromonarchies, unies dans une même hostilité envers l'Iran. Il ne semble pas conscient qu'une initiative de paix régionale, proposée par l'Arabie saoudite, a été approuvée par le sommet arabe de Beyrouth dès mars 2002 (24). Cette initiative proposait à Israël une paix globale avec l'ensemble des pays arabes en contrepartie d'un retrait total des territoires occupés.

Quant à la presse israélienne, elle révèle, dès le retour de Netanyahou de Washington (25), qu'un sommet secret s'était tenu le 21 février 2016 dans le port jordanien d'Aqaba en vue de cette « paix régionale » à laquelle le premier ministre israélien dit tant aspirer. Or c'est lui-même qui n'a pas donné suite à cette ambitieuse formule israélo-arabe, mise au point par John Kerry, le chef de la diplomatie américaine, et endossée à Aqaba par le président égyptien Sissi et par le souverain de Jordanie, Abdallah II, hôte de cette rencontre.

Les occasions perdues pour la paix sont, par définition, perdues, mais l'administration Trump gagnerait à en méditer les leçons, plutôt qu'à stigmatiser sans nuance l'action de l'équipe Obama. Le choix de David Friedman comme ambassadeur en Israël tendrait regrettablement à démontrer le contraire. Avocat spécialiste des faillites, Friedman a, par le passé, conseillé Trump lors de la liquidation de ses intérêts dans des maisons de jeu. Propriétaire d'un bien immobilier à Jérusalem, il a souhaité exercer sa mission « dans la capitale éternelle d'Israël » (26).

Partisan affiché de la colonisation (27), Friedman a déclaré que « les Israéliens ont autant de droits, sinon plus, que les Palestiniens à s'installer en

Judée et en Samarie » (28), reprenant le terme utilisé par les annexionnistes pour désigner la Cisjordanie occupée. Il a accusé l'administration Obama d'être « antisémite » et a comparé J-Street, le mouvement pacifiste de la communauté juive aux États-Unis, aux collaborateurs juifs des Nazis dans les camps de concentration (29). De telles outrances ont conduit cinq anciens ambassadeurs des États-Unis en Israël, nommés sous des administrations républicaines ou démocrates, à écrire au Sénat pour lui demander de rejeter la nomination d'une personnalité « disqualifiée » par ses « positions extrêmes » (30).

Friedman s'est efforcé de faire amende honorable lors de son audition de confirmation par le Sénat, jugeant « complètement révolu le temps de la rhétorique incendiaire de la campagne présidentielle » (31). Dianne Feinstein, sénatrice de Californie depuis 1992, a beau souligner que « sa confirmation ne pourrait qu'attiser les flammes du conflit israélo-palestinien » (32), la commission des Affaires étrangères du Sénat approuve, le 9 mars 2017, la désignation de Friedman comme ambassadeur des États-Unis en Israël.

En guise de conclusion

Les prises de position de Donald Trump sur le Moyen-Orient révèlent moins une vision structurée, avec ses points forts et ses points faibles, qu'une navigation à vue, très marquée par un tropisme militariste. Le feuilleton du « Muslim Ban » est à cet égard aussi troublant que l'absence de plan méthodique de lutte contre Daech, sur fond d'escalade apparemment peu contrôlée de l'engagement américain au Yémen et de frappe sans lendemain contre le régime Assad en Syrie.

Plus que toute autre, la question du siège de l'ambassade des États-Unis en Israël aura valeur de test. Tous les États sans exception représentés en Israël le sont pour l'heure à Tel-Aviv, afin de ne pas préjuger le statut final de Jérusalem, lui-même suspendu à un règlement du conflit israélo-palestinien. Le candidat Trump s'est engagé vigoureusement durant la campagne présidentielle en faveur d'un déplacement de cette ambassade à Jérusalem.

Le 1er juin 2017, le locataire de la Maison-Blanche devra se prononcer publiquement. C'est en effet à cette date du 1er juin et à celle du 1er décembre que les présidents américains successifs ont opposé, tous les six mois depuis 1995, leur dérogation suspensive (waiver) au Jerusalem Embassy Act, la loi adoptée par le Congrès à une écrasante majorité en faveur de l'installation à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis en Israël.

L'alternative est rude pour Trump. Soit il dégaine son waiver, en violation de ses engagements de campagne et au risque de susciter l'hostilité vindicative de la droite israélienne. Soit il entérine ce transfert hautement symbolique, sans égard pour ses partenaires arabes de Jordanie, d'Égypte et du Golfe, particulièrement vulnérables à une telle initiative.

Le mois de juin 2017 marquera le cinquantenaire de la victoire israélienne dans la « guerre des Six Jours », et donc de l'occupation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. La décision du président américain, que tous ses talents d'homme d'affaires madré ne lui permettront pas de repousser, affectera de manière irréversible la suite de son mandat. Un adage diplomatique veut que, en l'absence de politique claire au Moyen-Orient, le Moyen-Orient s'impose à vous de la pire façon. Le retournement de Trump face au régime Assad au début d'avril 2017 en est une illustration sévère, tant il révèle moins une orientation déterminée qu'une direction erratique. D'autres crises pourraient très vite mettre le président américain à l'épreuve ailleurs en Syrie, voire en Irak, au Yémen ou en Libye. Il est parfois très contraignant d'être l'homme le plus puissant du monde !

(1) Daech est l'acronyme arabe de « l'État islamique en Irak et au Levant », proclamé en avril 2013 dans la ville syrienne de Raqqa.

(2) Des partisans de Daech sont notamment responsables des tueries de San Bernardino, en Californie (14 morts, le 2 décembre 2015) et d'Orlando, en Floride (49 morts, le 12 juin 2016).

(3) Jean-Pierre Filiu, Le Nouveau Moyen-Orient, Fayard, 2013, p.19-20.

(4) Jeffrey Goldberg, « The Obama doctrine », The Atlantic, avril 2016.

(5) Jean Raspail, Le Camp des Saints, Robert Laffont, 1973.

(6) Propos tenus à Washington le 26 mai 2016 et reproduits dans Le Monde du 16 novembre 2016.

(7) Richard Sisk, « Mattis gives White House tentative plan for rapid defeat of ISIS », Military.com, 28 février 2017.

(8) Conférence de presse conjointe d'Abdallah Bin Zayed et de son homologue russe, Sergueï Lavrov, Abou Dhabi, 1er février 2017.

(9) Ted Cruz représente le Texas au Sénat depuis 2013.

(10) Déclaration d'Adel Jubair à la Conférence sur la sécurité de Munich, 19 février 2017.

(11) Ce déploiement, rendu public le 3 février 2017, est lourd de symboles pour les États-Unis. Le 12 octobre 2000, en effet, 17 militaires américains avaient été tués en rade d'Aden, dans une attaque-suicide d'Al-Qaïda contre l'USS Cole.

(12) Disciple du cheikh soufi Said Nursi (1878-1960), Gülen a établi, à la mort de son maître, sa propre confrérie, à Izmir. Ce mouvement rassemble aujourd'hui des millions de personnes en Turquie, avec de puissants intérêts dans la presse et les affaires. Des milliers de fonctionnaires ont été « épurés » et des dizaines d'institutions fermées, du fait de leurs liens supposés avec Gülen, après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Gülen nie en bloc les accusations d'Erdogan à cet égard. Le site officiel du mouvement est http://fgulen.com/fr/.

(13) L'opération turque « Bouclier de l'Euphrate », déclenchée à la fin du mois d'août 2016, a amené Ankara à contrôler un triangle de 2 000 km2 en territoire syrien, entre Azaz, à l'ouest, Jarablous, à l'est, et Al-Bab, au sud.

(14) On estime à 500 le nombre de commandos américains présents dans la zone tenue par le PKK/PYD en Syrie, avec le déploiement d'une batterie d'artillerie et la perspective d'une rapide montée en puissance.

(15) Les milices kurdes du PYD, afin d'atténuer l'impact de leur inféodation au PKK « turc », ont créé le paravent militaire des Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles elles conservent une position dominante.

(16) Robert Paxton, « Trump est un ploutocrate, pas un idéologue », Le Monde, 7 mars 2017.

(17) Les ambassadeurs auprès de l'ONU portent officiellement le titre de « représentants permanents ».

(18) AFP, New York, 28 février 2017.

(19) Nous avons évoqué plus haut ce raid du 29 janvier 2017, mené conjointement avec les Émirats arabes unis. La veuve du militaire américain tué au cours de cette opération a été mise à l'honneur par Trump, lors de son discours au Congrès, le 28 février 2017.

(20) Une enquête publiée dans le New York Times du 12 février 2017 documente les liens entre Charles Kushner, le père de Jared, et Benjamin Netanyahou, invité au domicile familial lorsque Jared n'était encore qu'un adolescent. Le même article rapporte que la famille Kushner, très généreuse

envers Israël, a plus spécifiquement assisté la colonie de Beit El, voisine de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

(21) Une douzaine d'institutions juives aux États-Unis ont, durant le premier mois de l'administration Trump, reçu des menaces antisémites, généralement anonymes, nécessitant leur évacuation.

(22) AFP, New York, 10 février 2017.

(23) AFP, Washington, 15 février 2017.

(24) « L'initiative de paix arabe » est approuvée à l'unanimité des 22 délégations participant au sommet de la Ligue des États arabes, le 28 mars 2002, à Beyrouth. La « paix globale » avec Israël y est posée comme « choix stratégique ». Mais, la veille de cette adoption, un attentat-suicide du Hamas tue 29 civils israéliens à Netanya et le gouvernement d'Ariel Sharon décide, en représailles, la réoccupation militaire de la Cisjordanie, désignée sous le nom d'opération « Rempart ».

(25) Les premières révélations sont publiées dans Haaretz, le 19 février 2017, tandis que les articles suivants détaillent comment, après le sommet d'Aqaba, Netanyahou, plutôt que de s'allier aux travaillistes dans une « union nationale » pour la paix, a préféré élargir sa coalition gouvernementale aux colons et à l'extrême droite.

(26) AFP, Washington, 15 décembre 2016.

(27) Friedman a longtemps présidé l'association américaine des amis de Beit El, la colonie israélienne soutenue aussi par la famille Kushner. Le fondateur de Beit El, l'ancien député israélien Yaakov Katz, a révélé en décembre 2016 que Donald Trump avait, en 2003, fait une donation à la colonie, sur les conseils de Friedman.

(28) « Donald Trump et l'extrême droite israélienne », Le Monde, éditorial du 20 décembre 2016.

(29) Ibid.

(30) Cette lettre, signée par Thomas Pickering, Dan Kurtzer, Edward Walker, James Cunningham et William Harrop, a été publiée dans le Haaretz du 16 février 2017.

(31) Audition de David Friedman par la commission des Affaires étrangères du Sénat, le 16 février 2017.

(32) Tribune parue dans le San Francisco Chronicle, le 6 mars 2017.

Notes de :

(1) Daech est l'acronyme arabe de « l'État islamique en Irak et au Levant », proclamé en avril 2013 dans la ville syrienne de Raqqa.

(2) Des partisans de Daech sont notamment responsables des tueries de San Bernardino, en Californie (14 morts, le 2 décembre 2015) et d'Orlando, en Floride (49 morts, le 12 juin 2016).

(3) Jean-Pierre Filiu, Le Nouveau Moyen-Orient, Fayard, 2013, p.19-20.

(4) Jeffrey Goldberg, « The Obama doctrine », The Atlantic, avril 2016.

(5) Jean Raspail, Le Camp des Saints, Robert Laffont, 1973.

(6) Propos tenus à Washington le 26 mai 2016 et reproduits dans Le Monde du 16 novembre 2016.

(7) Richard Sisk, « Mattis gives White House tentative plan for rapid defeat of ISIS », Military.com, 28 février 2017.

(8) Conférence de presse conjointe d'Abdallah Bin Zayed et de son homologue russe, Sergueï Lavrov, Abou Dhabi, 1er février 2017.

(9) Ted Cruz représente le Texas au Sénat depuis 2013.

(10) Déclaration d'Adel Jubair à la Conférence sur la sécurité de Munich, 19 février 2017.

(11) Ce déploiement, rendu public le 3 février 2017, est lourd de symboles pour les États-Unis. Le 12 octobre 2000, en effet, 17 militaires américains avaient été tués en rade d'Aden, dans une attaque-suicide d'Al-Qaïda contre l'USS Cole.

(12) Disciple du cheikh soufi Said Nursi (1878-1960), Gülen a établi, à la mort de son maître, sa propre confrérie, à Izmir. Ce mouvement rassemble aujourd'hui des millions de personnes en Turquie, avec de puissants intérêts dans la presse et les affaires. Des milliers de fonctionnaires ont été « épurés » et des dizaines d'institutions fermées, du fait de leurs liens supposés avec Gülen, après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Gülen nie en bloc les accusations d'Erdogan à cet égard. Le site officiel du mouvement est http://fgulen.com/fr/.

(13) L'opération turque « Bouclier de l'Euphrate », déclenchée à la fin du mois d'août 2016, a amené Ankara à contrôler un triangle de 2 000 km2 en territoire syrien, entre Azaz, à l'ouest, Jarablous, à l'est, et Al-Bab, au sud.

(14) On estime à 500 le nombre de commandos américains présents dans la zone tenue par le PKK/PYD en Syrie, avec le déploiement d'une batterie d'artillerie et la perspective d'une rapide montée en puissance.

(15) Les milices kurdes du PYD, afin d'atténuer l'impact de leur inféodation au PKK « turc », ont créé le paravent militaire des Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles elles conservent une position dominante.

(16) Robert Paxton, « Trump est un ploutocrate, pas un idéologue », Le Monde, 7 mars 2017.

(17) Les ambassadeurs auprès de l'ONU portent officiellement le titre de « représentants permanents ».

(18) AFP, New York, 28 février 2017.

(19) Nous avons évoqué plus haut ce raid du 29 janvier 2017, mené conjointement avec les Émirats arabes unis. La veuve du militaire américain tué au cours de cette opération a été mise à l'honneur par Trump, lors de son discours au Congrès, le 28 février 2017.

(20) Une enquête publiée dans le New York Times du 12 février 2017 documente les liens entre Charles Kushner, le père de Jared, et Benjamin Netanyahou, invité au

domicile familial lorsque Jared n'était encore qu'un adolescent. Le même article rapporte que la famille Kushner, très généreuse envers Israël, a plus spécifiquement assisté la colonie de Beit El, voisine de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

(21) Une douzaine d'institutions juives aux États-Unis ont, durant le premier mois de l'administration Trump, reçu des menaces antisémites, généralement anonymes, nécessitant leur évacuation.

(22) AFP, New York, 10 février 2017.

(23) AFP, Washington, 15 février 2017.

(24) « L'initiative de paix arabe » est approuvée à l'unanimité des 22 délégations participant au sommet de la Ligue des États arabes, le 28 mars 2002, à Beyrouth. La « paix globale » avec Israël y est posée comme « choix stratégique ». Mais, la veille de cette adoption, un attentat-suicide du Hamas tue 29 civils israéliens à Netanya et le gouvernement d'Ariel Sharon décide, en représailles, la réoccupation militaire de la Cisjordanie, désignée sous le nom d'opération « Rempart ».

(25) Les premières révélations sont publiées dans Haaretz, le 19 février 2017, tandis que les articles suivants détaillent comment, après le sommet d'Aqaba, Netanyahou, plutôt que de s'allier aux travaillistes dans une « union nationale » pour la paix, a préféré élargir sa coalition gouvernementale aux colons et à l'extrême droite.

(26) AFP, Washington, 15 décembre 2016.

(27) Friedman a longtemps présidé l'association américaine des amis de Beit El, la colonie israélienne soutenue aussi par la famille Kushner. Le fondateur de Beit El, l'ancien député israélien Yaakov Katz, a révélé en décembre 2016 que Donald Trump avait, en 2003, fait une donation à la colonie, sur les conseils de Friedman.

(28) « Donald Trump et l'extrême droite israélienne », Le Monde, éditorial du 20 décembre 2016.

(29) Ibid.

(30) Cette lettre, signée par Thomas Pickering, Dan Kurtzer, Edward Walker, James Cunningham et William Harrop, a été publiée dans le Haaretz du 16 février 2017.

(31) Audition de David Friedman par la commission des Affaires étrangères du Sénat, le 16 février 2017.

(32) Tribune parue dans le San Francisco Chronicle, le 6 mars 2017.

Politique Internationale, la plus influente revue francophone du monde consacrée aux questions internationales
dans laquelle s'expriment les Chefs d'Etat et de gouvernement, les leaders politiques et les experts de renom.
11, rue du Bois de Boulogne F - 75116 Paris - Tél.: ++ 33 (0) 1.45.00.15.26 - Fax: ++ 33 (0) 1.45.00.16.87

Copyright © Politique Internationale 2002 - 2005
Tous droits réservés.